

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES












ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Marché de prestation pour la fourniture et la
correction de tests de certifications en langue pour
l'Université Paris-Saclay**

Affaire n° 2025-A072

Université Paris-Saclay
Bâtiment Breguet
3 rue Joliot Curie
91190 GIF-SUR -YVETTE

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Marché de prestation pour la fourniture et la correction de tests de certifications en langue pour l'Université Paris-Saclay
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	2
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	1 an reconductible 3 fois (4 ans)
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Type d'accord-cadre	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	4
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
4 - Protection des données à caractère personnel	5
5 - Durée et délais d'exécution	6
5.1 - Durée du contrat	6
5.2 - Reconduction	6
6 - Prix	6
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	6
6.2 - Modalités de variation des prix	6
7 - Garanties Financières	7
8 - Avance	7
8.1 - Conditions de versement et de remboursement	7
8.2 - Garanties financières de l'avance	8
9 - Modalités de règlement des comptes	8
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	8
9.2 - Présentation des demandes de paiement	8
9.3 - Délai global de paiement	8
9.4 - Paiement des cotraitants	8
9.5 - Paiement des sous-traitants	9
10 - Conditions d'exécution des prestations	9
11 - Développement durable	9
12 - Constatation de l'exécution des prestations	9
12.1 - Vérifications	9
12.2 - Décision après vérification	9
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	9
13.1 - Titularité des droits	9
13.2 - Droits concédés à la personne publique	10
13.3 - Logiciels, outils et code source	10
14 - Pénalités	11
14.1 - Pénalités de retard	11
14.2 - Pénalité pour travail dissimulé	11
15 - Assurances	11
16 - Résiliation du contrat	11
16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	11
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	11
17 - Règlement des litiges et langues	12
18 - Clauses complémentaires	12
18.1 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)	12
19 - Dérogations	12
20 - Clauses techniques particulières	12

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :
Achat de prestation pour la fourniture et la correction de tests de certifications en langue pour l'Université Paris-Saclay périmètre élargi.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Sites d'Orsay Bures sur Yvette, Gif sur Yvette, Saclay (91)

Sites de Sceaux (92)

Sites de Cachan, Kremlin-Bicêtre (94)

Sites Mantes-la-Jolie, Mantes-la-Ville, Vélizy, Rambouillet, Versailles, Guyancourt (78)

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 Lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Fourniture et la correction de Test of English for International Communication (TOEIC)
02	Fourniture et la correction de tests CEST et Linguaskill from Cambridge

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le montant du bon de commande ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;

La durée maximale d'exécution des bons de commande est de 4 ans.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cadre de mémoire technique (CMT) du titulaire
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent contrat comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à mettre en oeuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

La durée et les modalités de conservation des données sont les suivantes : jusqu'à 2 mois maximum après la délivrance de la certification.

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'accord-cadre est conclu à compter du 19/01/2026 jusqu'au 19/01/2027.

Les sites d'AgroParisTech et de l'IOGS vont intégrer le présent contrat à partir du 1er octobre 2026.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

5.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix du contrat d'un coefficient C_n donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules	Prix concernés
01	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{SYN REV } (n) / \text{SYN REV } (o))$	
02	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{SYN REV } (n) / \text{SYN REV } (o))$	

selon les dispositions suivantes :

- C_n : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

La demande de révision de prix est adressée par le titulaire au moins un mois avant la date d'anniversaire du marché qui correspond à la date de notification. La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée, même provisoire, au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période. Il est précisé que lorsque la variation des prix est inférieure à 1 % en augmentation ou en diminution, les prix sont réputés inchangés. Pour l'exécution, les prix appliqués sont ceux en vigueur à la date de la commande. En aucun cas, les nouveaux prix ne peuvent être appliqués pour une commande émise à une date antérieure à celle d'acceptation par le représentant habilité du Pouvoir Adjudicateur. Si le titulaire

présente tardivement sa demande de révision des prix, celle-ci est instruite en appliquant les valeurs d'indices prévues au présent accord-cadre.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
01	SYN REV	Indice SYNTEC
02	SYN REV	Indice SYNTEC

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 10,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande

publique.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du contrat, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

A compter du 1er janvier 2020, conformément au Décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016, le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Pour toute interrogation, vous pouvez contacter pour l'Université Paris Saclay le service facturier à l'adresse suivante: service.facturier@universite-paris-saclay.fr

Informations à utiliser pour la facturation électronique Université Paris Saclay

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13002602400054

Pour les autres structures (IOGS, AgroParisTech et UVSQ...) les numéros d'engagement juridique vous seront communiquer directement par eux.

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

11 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Le titulaire privilégiera, pour les déplacements nécessaires à l'exécution du marché, les modes de transport à faible émission de gaz à effet de serre : train, transports en commun, covoiturage, vélo ou marche.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Conformément à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

13.1 - Titularité des droits

Le titulaire demeure propriétaire des droits de propriété intellectuelle et industrielle attachés aux éléments, outils, logiciels, méthodes, savoir-faire ou bases de données préexistants qu'il met en œuvre pour l'exécution du présent marché (ci-après dénommés « éléments antérieurs »).

La personne publique devient, pour sa part, titulaire des droits de propriété intellectuelle sur les livrables spécifiquement réalisés dans le cadre du présent marché (ci-après dénommés « livrables »), sans préjudice des droits antérieurs du titulaire.

13.2 - Droits concédés à la personne publique

Le titulaire concède à la personne publique, à titre non exclusif et pour toute la durée légale de protection des droits d'auteur et droits voisins, les droits suivants sur les livrables produits dans le cadre du présent marché :

- le droit d'utilisation, dans le cadre de ses missions d'enseignement, d'évaluation et de certification ;
- le droit de modification, d'adaptation, d'évolution et de traduction des tests, barèmes, grilles de correction ou tout autre livrable ;
- le droit de diffusion, de représentation publique et de réutilisation à des fins pédagogiques, scientifiques, administratives ou institutionnelles ;
- le droit de confier à un tiers la maintenance, la correction, la mise à jour ou l'évolution des livrables, sans que cela nécessite l'accord préalable du titulaire.

Le titulaire garantit à la personne publique la jouissance paisible des droits concédés et s'engage à obtenir, le cas échéant, toutes les autorisations nécessaires auprès des tiers titulaires de droits.

13.3 - Logiciels, outils et code source

Lorsque les prestations incluent la fourniture ou l'utilisation de logiciels, plateformes ou outils informatiques :

- le titulaire indique si ceux-ci reposent sur des logiciels libres ou propriétaires et précise les conditions de licence applicables ;
- si des développements spécifiques sont réalisés pour les besoins du marché, la personne publique bénéficie d'un accès complet au code source, à la documentation technique et fonctionnelle correspondante, ainsi qu'aux droits nécessaires pour assurer la maintenance, la correction et l'évolution desdits développements, soit en interne, soit par un tiers désigné ;
- le titulaire s'interdit toute restriction technique ou contractuelle susceptible de limiter l'usage, l'interopérabilité ou la pérennité des livrables.

13.4 - Confidentialité

Le titulaire est tenu à une obligation générale et permanente de confidentialité sur toutes les informations, documents, données, procédés, savoir-faire et résultats dont il aurait connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Il s'interdit de les communiquer, de les reproduire ou de les exploiter à d'autres fins que celles prévues au marché, sauf accord préalable et écrit de la personne publique.

Cette obligation de confidentialité s'impose pendant toute la durée du marché, quelle qu'en soit la cause.

13.5 - Protection des données à caractère personnel

Dans le cas où l'exécution du marché implique un traitement de données à caractère personnel, le titulaire agit en qualité de sous-traitant au sens de l'article 28 du Règlement (UE) 2016/679 (RGPD) et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée.

À ce titre, il s'engage notamment à :

- ne traiter les données que sur instruction écrite de la personne publique, responsable de traitement ;
- garantir la sécurité, la confidentialité et l'intégrité des données traitées ;
- ne procéder à aucun transfert de données hors de l'Union européenne sans autorisation préalable et écrite de la personne publique ;
- assister la personne publique dans le respect de ses obligations légales en matière de protection des données ;
- permettre à la personne publique de réaliser tout audit ou contrôle visant à vérifier le respect de ces obligations.

13.6 - Garantie d'éviction

Le titulaire garantit la personne publique contre toute revendication ou action de tiers relative aux droits de propriété intellectuelle ou industrielle afférents aux livrables.

En cas de réclamation, le titulaire prendra à sa charge l'ensemble des frais, dommages, intérêts et conséquences pouvant en résulter, et assurera, sans interruption de service, la continuité de la prestation pour la personne publique.

14 - Pénalités

14.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 100,00 €.

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 100,00 €.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

14.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant

s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Versailles est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18 - Clauses complémentaires

18.1 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'Université Paris-Saclay, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi le Pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

19 - Dérogations

- L'article 2 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 4 du CCP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 5.1 du CCP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

20 - Clauses techniques particulières

19.1- Contexte

Créée au 1er janvier 2020, l'université Paris-Saclay est une université de rang international, plurielle, performante et citoyenne. Elle est portée par des établissements de renom qui ont la formation par la recherche comme dénominateur commun et partagent les mêmes valeurs :

- L'excellence pour tous et toutes

- La recherche & l'innovation au service de la société
- La collaboration dans une perspective d'enrichissement mutuel
- L'ouverture culturelle et l'épanouissement des étudiants.es

La spécificité de l'Université Paris-Saclay réside en une concentration de compétences inégalées en France qui constitue son écosystème.

Sa culture métisse 3 héritages singuliers : Universités, Grandes écoles et Établissements de recherche. La stratégie de l'Université est fondée sur un programme scientifique ambitieux, une organisation structurante qui s'associe à des investissements immobiliers et des infrastructures exceptionnelles.

19.2- Description du besoin

1. *Etendue de la prestation*

L'université Paris-Saclay, (voir l'appellation) dans le cadre de ses missions, propose à ses usagers d'évaluer, gratuitement ou à leurs frais, leur niveau de langue en passant un test multiniveau de certification conforme au CECRL. (les chiffres concernant les effectifs sont donnés à titre indicatif) :

	UPSaclay (périmètre employeur)	UVSQ	ENS	IOGS	AgroParisTech	CentraleSupélec
Licence (L3)	1700	1500				
Licence professionnelle						
BUT3						
Master	300		50	130	450	900
Autre diplôme						

Ce marché concerne la fourniture, la correction de tests et la délivrance des attestations de passage et des résultats de la certification en anglais. Les tests peuvent se dérouler soit sur support papier au sein des établissements, soit sur support numérique (ordinateur ou tablette) appartenant à l'établissement ou au candidat (notamment dans le cas des tests avec surveillance à distance).

L'université organise plusieurs sessions sur une année et sur plusieurs sites universitaires.
De l'université Paris-Saclay :

- Pour l'IUT d'Orsay
- Pour l'IUT de Cachan
- Pour l'IUT de Sceaux
- Pour la faculté de Pharmacie

- Pour la faculté de Droit Economie Management
- Pour la faculté des Sciences
- Pour la faculté des Sciences du Sport
- Pour Polytech Paris-Saclay
- Pour l'UFR de Médecine

Des écoles et universités membres-associés :

L'UVSQ :

- Pour l'IUT de Mantes
- Pour la faculté des Sciences
- Pour l'IUT de Vélizy-Rambouillet
- Pour l'Institut supérieur de Management
- Pour l'Institut des Etudes Culturelles et Internationales
- Pour la Faculté de Droit et de Sciences Politiques
- Pour l'UFR de Sciences Sociales
- Pour l'ISTY, l'Institut des Sciences et Techniques des Yvelines
- De l'ENS Paris-Saclay
- CentraleSupélec
- IOGS (rejoindra le marché public de certification à partir d'octobre 2026)
- AgroParisTech (Campus de Palaiseau et annexe d'Orléans, Nancy, Montpellier, Clermont-Ferrand - rejoindra le marché public de certification à partir d'octobre 2026)

Le nombre de candidats annuel minimum estimatif est de :

- 1000 pour les étudiants inscrits dans la dernière année d'un diplôme de 1er cycle de l'université Paris-Saclay périmètre employeur.

- 500 pour les étudiants inscrits dans la dernière année d'un diplôme de 1er cycle ou en master de l'UVSQ.
- 500 pour les étudiants inscrits en master et autres diplômes à l'Université Paris-Saclay périmètre employeur
- 1000 pour les étudiants inscrits dans les diplômes des écoles membres-associés

Différentes modalités de passage et d'organisation des tests peuvent être proposées :

1. **Deux compétences** (*compréhension écrite ; compréhension orale*), ou trois compétences (*compréhension écrite ; compréhension orale ; expression orale ou expression écrite*) ou quatre compétences (*compréhension écrite ; compréhension orale ; expression orale ; expression écrite*)
2. Test papier, PC en salle, PC à distance : les prérequis pour le support numérique (ordinateur, tablette) devront être précisés
3. Surveillance sur le site de passage de la certification ou à distance
4. Surveillance organisée et réalisée
 1. Par l'université : les surveillants sont recrutés par l'université)
 2. Par le prestataire : les surveillants et chefs surveillants sont formés et envoyés par le prestataire)
5. Dates des tests : sessions organisées via compte en ligne aux dates retenues par l'université
6. Rapports de résultats (individuel et par groupe)
7. Documents de résultats : dématérialisé et imprimé par le prestataire

Le prestataire devra préciser dans son mémoire technique les nombres minimum et maximum de candidats pouvant être présentés à une session ainsi que la durée du test, les compétences testées, le niveau testé, la modalité (papier, informatique).

Le prestataire fournit le matériel de test (CD audio et fascicules) ou toutes les informations nécessaires à l'examen sur papier ou en ligne.

Sur demande de l'université, les supports d'épreuves adaptés aux candidats en situation de handicap seront également fournis. Le titulaire doit notamment pouvoir adapter les sujets pour les candidats malvoyants (braille intégral et gros caractère) et pour les candidats malentendants (transcription écrite de l'audio ou pour la lecture labiale).

La mise à disposition d'une plateforme numérique en ligne comportant, au profit des candidats, des exercices de formation et des services relatifs à la certification proposée sera également précisé dans le mémoire technique.

Le prestataire devra préciser dans son mémoire technique les conditions de report/reprogrammation lorsqu'un étudiant convoqué n'a pas pu se présenter au test pour des raisons indépendantes de sa volonté (grève, accident, etc.) ou justifiées (certificat médical, certificat de décès, convocation à un concours ...).

Le prestataire doit envoyer à l'université :

- tous les résultats dans un délai quinze jours maximums après la session (rapports (individuel et par groupe) via compte en ligne) ;
- par courrier postal aux établissements à l'attention du service de scolarité concerné par la session, les certificats et les attestations de résultats (triés par ordre alphabétique selon le nom du candidat) et éventuellement les descriptifs individuels de compétences.

Surveillance organisée et réalisée par l'université :

Lorsque la surveillance des tests (1 surveillant par tranche de 25 candidats) est assurée par l'université, le prestataire devra, dans son offre, indiquer le fonctionnement concernant l'accréditation des surveillants de l'université et la durée de validité de cette accréditation. Ladite accréditation sera proposée gratuitement par le prestataire. Le prestataire devra de plus fournir un mode d'emploi rédigé en français pour l'ensemble des épreuves, transmis sous forme numérique, qui ne peut excéder 5 pages. Il devra également fournir un mode d'emploi en français pour la passation des tests sur support numérique lors de la surveillance sur site et la surveillance à distance lorsqu'elle est proposée par le prestataire.

Lorsque l'université organise dans ses propres locaux les tests, elle :

- passe commande auprès du prestataire (15 jours minimum avant la session en précisant le nombre de candidats inscrits et leur identité) en cas de candidature en situation de handicap, l'université indiquera leur nombre ainsi que les aménagements prévus ;
- convoque les candidats (au moins dix jours avant la date de l'épreuve) ;
- décide du jour et de l'heure des tests (en suivant les recommandations données par les composantes) ;
- fournit les locaux ;
- gère via les composantes le recrutement des surveillants ;
- gère le contrôle d'identité ;
- gère le placement des candidats ;
- gère la mise en place d'aménagements spécifiques pour les candidats en situation de handicap (temps supplémentaires, pause) et pour les étudiants disposant d'un tiers temps.

Dans le cas des tests sur support papier, les copies sont récupérées directement après les tests par l'établissement qui les transmet dès que possible au prestataire (frais de retour à la charge du prestataire).

Surveillance organisée et réalisée par le prestataire :

La surveillance est exercée par le prestataire, qui recrute et forme un personnel responsable (surveillants et chefs surveillants)

Lorsque les tests se réalisent dans les locaux de l'université, l'université :

- passe commande auprès du prestataire (15 jours minimum avant la session en précisant le nombre de candidats inscrits et leur identité). En cas de candidature en situation de handicap, l'université indiquera leur nombre ainsi que les aménagements prévus ;
- décide du jour et de l'heure des tests ;
- fournit les locaux ;
- convoque les candidats.

Le prestataire :

- gère le contrôle d'identité ;
- gère le placement des candidats ;
- met en place les aménagements spécifiques pour les candidats en situation de handicap (temps supplémentaires, pause) et pour les étudiants disposant d'un tiers temps.
- Dans le cas des tests sur support papier, les copies sont récupérées directement après les tests par le prestataire qui les transmet dès que possible au centre de correction (frais de retour à la charge du prestataire).

Surveillance à distance :

- L'université :
- passe commande auprès du prestataire (15 jours minimum avant la session en précisant le nombre de candidats inscrits et leur identité).

le prestataire :

- gère l'organisation et la surveillance à distance des sessions avec chacun des candidats.

Le prestataire devra préciser dans son mémoire technique les conditions de la surveillance à distance (environnement, matériels, technique de surveillance, ...)

- convoque les candidats
 - le choix de la date et de l'heure de tests peut être défini soit par l'université, soit par le candidat

Le prestataire devra préciser dans son mémoire technique les conditions de report/reprogrammation lorsque le test n'a pas pu être réalisé ou mené à son terme.